

# Cadre théorique : Les économies de la grandeur – Synthèse

## Les êtres et les objets

### La justification

Les acteurs sont supposés être dotés d'emblée de compétences morales qui leur permettent de faire société (à l'inverse du paradigme de *l'homo oeconomicus*). Le sens de la justice n'est qu'une de ces compétences. Il s'appuie principalement sur la capacité à justifier publiquement ses prétentions.

La position de l'école de Boltanski est que la justification n'est pas un pur comportement hypocrite. Dès lors, le sociologue qui étudie la justification doit « prendre au sérieux » les arguments des acteurs. Boltanski et Thévenot dans *De la justification* : « Le déroulement des disputes, lorsqu'elles écartent la violence, fait au contraire apparaître des contraintes fortes dans la recherche d'arguments fondés, appuyés sur des preuves solides, manifestant ainsi des efforts de convergence au cœur même du différend » (1991 : 26).

Comme le sociologue prend au sérieux les logiques de justification des acteurs, il s'interdit nécessairement de recourir à des notions comme des motivations inconscientes, ou encore l'habitus de Bourdieu.

L'objet de la sociologie de la justice, dans cette conception, n'est donc pas d'étudier les déterminants du comportement des individus, mais plutôt de voir comment ceux-ci construisent et utilisent des ressources argumentatives dans des situations où ils sont amenés à justifier leurs prétentions.

### Concept de « personne »

Deuxième conception, étroitement liée à la précédente, est celle de la *personne*. Boltanski parle de « personne » plutôt que d'individu, car il considère l'idée de personne comme une construction sociale. Les acteurs disposent d'une « métaphysique » de la personne, qui exclut les explications en termes de pur déterminisme social. Dans la conception courante, nous considérons les gens comme capables de se détacher, au moins partiellement, de ce qui les détermine. Il faut là encore « prendre au sérieux » cette métaphysique de la personne car elle anime les acteurs eux-mêmes : il n'est pas possible de comprendre les logiques de justification si on suppose qu'elles s'adressent à des « automates sociaux » totalement déterminés par leurs caractéristiques sociales.

### Les objets

De plus, les situations sociales sont également définies par la présence des *objets*. Sans ces objets, il est impossible de définir concrètement une situation d'interaction sociale. Ces objets sont aussi des constructions sociales.

La nature des objets impliqués contribue à définir l'ensemble de l'interaction (la situation) et c'est pour cela que Boltanski propose de les inclure dans la description du système d'interaction (en suivant notamment la position de Latour). Pour désigner de manière générique les éléments participant d'une

situation, Boltanski parle souvent des **êtres**, ce qui désigne à la fois les personnes, les groupes, et occasionnellement également les objets.

## La situation

Dans ce modèle, la situation est l'unité de base, et non pas l'acteur. A partir des contraintes de la situation, on vient décrire et comprendre les logiques argumentatives déployées par les acteurs. L'unité de base est donc constituée d'un ensemble de personnes et d'objets reliés au sein d'une situation.

## Synthèse

Retenons donc à ce stade que la théorie de Boltanski vise à décrire, principalement, la manière dont des personnes, dans le cadre de situations où interviennent des objets, argumentent autour de la justice ou de l'injustice. Dans ce contexte, la distribution des objets entre les gens est bien au cœur de la conceptualisation de la justice.

## L'épreuve de justification. Les principes supérieurs communs

On se placera par la suite dans le régime de dispute en justice. A noter que les situations de dispute (en justice ou en violence) sont fréquentes mais elles ne constituent pas la règle : des sociétés qui seraient en état de dispute permanente seraient sans doute à ce point invivables qu'elles imploseraient vraisemblablement. La théorie de la justice consiste précisément à tenter d'établir quelles sont les conditions de l'accord ou comme Boltanski le dit ailleurs, de la paix. Il faut donc garder à l'esprit que, l'impératif de justification n'épuise pas le réel social. En effet, de nombreuses situations ne font pas l'objet d'une dispute en justice, soit parce qu'on est dans la « justesse » (situations dont la naturalité n'est pas contestée), soit parce qu'on est dans « l'amour » (situations où l'on ne calcule pas ce qui revient aux uns et aux autres) soit, aussi parce qu'on est dans la violence tout simplement.

## La dispute en justice

Elle se caractérise par le fait que les personnes sont amenées à poser des justifications publiques de leurs actes. Il y a cependant une mise en équivalence dans ce type de dispute. On tend à définir la situation de manière à permettre une certaine forme de comparabilité entre ses éléments.

*Exemple* : un pêcheur qui s'acharne à prendre un brochet. On est dans une pure logique « d'épreuve de force », donc, dans le régime de la dispute en violence : le brochet est une « chose » qui résiste aux mouvements du pêcheur. Supposons, maintenant, que le pêcheur s'interdise, par exemple, certains types d'appâts parce qu'il considère que « ce n'est pas sportif ». Dit autrement, il veut « laisser sa chance au brochet ». Dans cette logique, tout n'est pas permis. Le poisson et le pêcheur doivent avoir chacun une certaine possibilité, au moins théorique, de l'emporter. Cette équivalence apparaîtra dans l'idée que le pêcheur « se mesure » au brochet. On est toujours dans la dispute (le pêcheur et la truite sont effectivement en conflit) mais il s'agit d'une dispute qui s'appuie sur la nécessité d'une justification, et donc d'une recherche « d'équivalence » entre les acteurs.

## L'épreuve

Dans le régime de dispute, le moment crucial est celui de l'épreuve (le moment où les acteurs s'affrontent). Il existe deux types d'épreuves : l'épreuve de force (ex : une bataille militaire) et l'épreuve de justification (le jugement devant un tribunal). La différence fondamentale entre ces 2 types d'épreuves est que dans l'épreuve de justification les acteurs se réfèrent à une forme de bien commun (on ne revendique pas uniquement ce que l'on désire, mais au nom d'une conception de ce qui est juste dans cette circonstance. On revendique au nom d'une valeur générale. Boltanski et Thévenot parlent de **principes supérieurs communs**. L'épreuve de force devient épreuve de justification par cette contrainte que les acteurs s'imposent de produire des arguments publiquement défendables.

Exemple : Si une personne souhaite recevoir le recommandé de son conjoint mais que le facteur refuse, la personne a deux options. Elle peut le réclamer simplement, en disant « je le veux » et en tentant de le prendre, on reste dans l'épreuve de force. On sera aussi dans l'épreuve de force si elle utilise la menace : « si vous ne me le donnez pas, je vous ferai des ennuis ». Mais si elle réclame la lettre en disant « en tant que conjoint légal, j'ai le droit de recevoir les recommandés de mon mari (ou de ma femme) », à ce moment-là, il y a évocation d'un principe supérieur commun qui établit une certaine forme d'équivalence (les époux sont équivalents lorsqu'il s'agit de recevoir un recommandé). Le facteur peut aussi rester dans l'épreuve de force s'il dit simplement « je me moque de vos arguments, vous ne l'aurez pas, cela risquerait de me faire des ennuis avec ma direction ». Mais il rentre dans l'épreuve de justification si, à un argument, il oppose un autre argument, par exemple : « je ne peux vous le remettre que si vous avez une procuration écrite de votre mari, c'est le règlement ». A ce moment-là, lui aussi évoque un « bien commun », c'est-à-dire une règle générale supposée établie pour le bien de tous.

Cette opération, caractéristique de l'épreuve de justification, par laquelle chacun soutient sa revendication par des principes généraux supposés opposables à l'interlocuteur, c'est l'opération que Boltanski appelle **montée en généralité** : on cesse de défendre purement et simplement son cas particulier, et on le soutient par un argument de portée générale, qui vaut pour tous les cas semblables et qui fait référence à une forme de bien commun. De plus dans l'exemple, on retrouve bien le présupposé établi au départ : les acteurs « prennent au sérieux » les arguments et se sentent obligés d'y répondre. Le sociologue ne peut y voir une simple forme d'hypocrisie, il doit donc s'interroger sur les conditions dans lesquelles se fait cette « prise au sérieux ».

Attention : parler d'épreuve de justification n'implique pas pour autant une absence de rapport de force ou de pouvoir (ex : un étudiant qui essaie de négocier sa note auprès de l'enseignant sait bien que ce dernier a plus de ressources que lui pour imposer son point de vue. Mais l'enseignant doit tout de même au moins essayer de convaincre l'élève de la note qu'il lui a mis). La force n'est donc pas absente de l'épreuve mais elle est contrainte dans une mesure variable, par la recherche de l'accord, donc par l'exigence de référence à un « principe », à un « bien commun » que les autres acteurs devraient pouvoir accepter (lorsqu'un juge rend sa décision face à un accusé, il est évident que le juge dispose d'un rapport de force favorable. Cela ne l'empêche pas de prendre

beaucoup de temps pour motiver son arrêt au nom des principes du droit applicables en l'espèce).

## La proportionnalité

Il faut également souligner que l'idée de « mise en équivalence » (consubstantielle au concept de justice pour Boltanski), suppose qu'il y a une forme de « proportionnalité » au cœur même de la théorie. C'est-à-dire qu'il s'agit de donner à chacun « ce qu'il mérite » : l'ordinateur le plus performant au meilleur informaticien, l'héritage à celui qui peut le mieux le mettre en valeur, la médaille à celui qui en est le plus digne, etc. Il faut donc se donner une échelle de valeur qui doit fixer à la fois la « valeur » des choses et la « valeur » des personnes qui les méritent. *« Définir une relation comme équitable ou inéquitable (...) suppose donc, en amont, une définition de ce qui fait la valeur des choses et des personnes, une échelle de valeurs qui demande à être clarifiée en cas de litige ».* (1990 : 79).

On en déduit que tout accord implique un jugement sur les personnes. Toute forme de distribution de biens, de quelque nature que ce soit, est un même temps catégorisation des personnes qui sont en dispute. Le principe supérieur commun, en même temps qu'il organise la distribution, organise donc une « hiérarchisation » de la valeur des personnes participant à la dispute.

L'auteur appelle grandeur le « positionnement » des personnes relativement aux principes. La théorie de la justification évoque donc inévitablement, l'idée « d'estime sociale\* » : tout accord sur une équivalence distributive est, par le fait même, une forme de distribution de « grandeur », donc d'estime sociale. Il y a donc, chaque fois que l'on évoque un principe donné, des « grands » et des « petits ».

## La déclinaison des principes : les cités

En résumé, lorsqu'elles sont en régime de dispute en justice, les personnes élaborent des argumentations pour justifier leurs prétentions. Ces argumentations prennent la forme d'une montée en généralité : il s'agit de rattacher leurs revendications à un principe supérieur commun susceptible d'emporter l'adhésion des autres acteurs concernés. Elles essaient, ce faisant, de construire un accord, qui, en référence au principe en question, mettra « en équivalence » les objets et les personnes et donc, hiérarchisera les uns et les autres. La fin de la dispute suppose que l'on soit d'accord sur la « grandeur » des personnes et des choses. Cependant, il faut d'abord savoir en quoi consiste ces « principes supérieurs communs ».

Le travail du livre *De la justification* a été de tenter de recenser les grands « principes » qui valent dans le cadre de l'Europe occidentale et plus précisément en France. Pour Boltanski et Thévenot, ils sont au nombre de 6. (Même si l'idée de 6 grandes définitions du bien commun apparaît plausible, rien ne dit que d'autres analyses ne pourraient mettre en évidence d'autres principes).

Chacun de ces grands principes est l'élément central d'une logique de justification que les auteurs ont baptisés **cité**.

Une cité est une **logique de justification basée sur une conception du bien commun**. Ils correspondent à de grandes conceptions de l'organisation politique

et sociale qui se sont exprimées dans des philosophies politiques. L'hypothèse des auteurs est donc que les philosophies politiques majeures élaborées au cours de l'histoire de la pensée occidentale, ont peu à peu percolé dans le sens commun où elles sont devenues des logiques de justification.

### La cité civique

On justifie donc ses prétentions en invoquant le fait que l'on est mandaté, que l'on est élu ou que l'on est fonctionnaire dans une administration ou que l'on est délégué syndical. On ne parle pas pour soi mais pour une collectivité tout entière.

Le texte « canonique » pour exprimer cette cité, c'est, selon Boltanski et Thévenot, Le contrat social de Jean-Jacques Rousseau. C'est lui qui exprime le mieux – toujours selon eux – le mode d'argumentation qui s'appuie sur l'idée que « ce qui compte », c'est d'être officiel ou représentatif.

### La cité domestique

La justification s'appuiera fortement sur des valeurs comme la fidélité (à une tradition) ou la loyauté (à une personne). La phrase type du monde domestique est sans doute l'idée qu'« *on a toujours fait comme ça* ».

### La cité industrielle

On s'inscrit dans cette cité dès que l'on compare des performances, des productivités, etc. Autrement dit : on reconnaît la grandeur à la capacité de mettre en œuvre efficacement les moyens qu'il faut pour obtenir ce que l'on veut. Cette cité est celle qui exemplifie le mieux la rationalité instrumentale.

### La cité de l'opinion

La logique argumentative de cette cité s'appuie sur une grandeur particulière qui est la renommée. On a raison parce que l'on est « quelqu'un de connu », « une vedette ». C'est l'opinion que les autres ont des acteurs qui fait la grandeur de ces acteurs. Dès que la grandeur relative des personnes dépend de leur notoriété, on est dans le monde de l'opinion.

### La cité inspirée

Le principe supérieur commun y est la créativité. Est « grande » dans cette cité, la personne qui, pour être créative, innovante, saura se dépouiller le plus facilement de tous les aspects matériels qui l'attachent au monde pour laisser aller son imaginaire, son « inspiration ». La cité inspirée touche au monde des artistes, mais aussi des grands mystiques, des ermites, des « bohèmes », etc. Le principe supérieur commun, c'est donc la fidélité à sa propre inspiration. C'est pourquoi on peut rapprocher également de cette cité la notion « d'authenticité ».

### La cité marchande

La grandeur qui caractérise ce monde est assez particulière puisque c'est tout simplement l'intérêt ou, plus exactement, pourrait-on dire, la convoitise : le désir de biens. Est donc grand dans ce monde, tout simplement celui qui est riche, qui possède beaucoup. C'est peut-être la cité la plus intéressante de toutes parce que c'est celle, a priori, qui paraît la plus paradoxale : comment peut-on imaginer que le désir de possession ou la possession, constitue une forme de bien commun ? il faut se souvenir que la notion « d'intérêt » est, comme le rappelle bien Albert Hirschman, grand inspirateur de Boltanski et Thévenot, une notion historiquement construite. Elle s'est élaborée au long des textes de philosophes

du XVIII<sup>ème</sup> siècle pour lesquels un monde gouverné par les intérêts serait beaucoup plus « civilisé » que le monde du Moyen-âge où les passions dominantes étaient l'honneur, le fanatisme religieux et le goût du pouvoir. Il y a l'idée que si chacun suit son intérêt, dans une société de marché, les désirs des uns et des autres seront satisfaits au mieux.

Le principe supérieur commun s'articule donc autour de la compétition : celle-ci est considérée comme la forme idéale de relation sociale, en quelque sorte. La cité marchande est donc bien une « cité » au sens des deux auteurs : elle ne glorifie pas l'intérêt comme une sorte de caractéristique « naturelle » des individus, mais au contraire comme une construction sociale qu'il a fallu plusieurs siècles pour imposer.

Tableau 1 Synthèse des cités

/	La cité civique	La cité domestique	La cité industrielle	La cité de l'opinion	La cité inspirée	La cité marchande	La cité écologique
<b>Principes supérieurs communs</b>	La représentativité	La tradition	L'efficacité	La renommée	La créativité	La compétition	
<b>Le grand</b>	Le délégué, l' élu	Le père, « l'ancien », le patron	Le professionnel, l'expert	La vedette, le médiatisé	Le poète, l'artiste, l'enfant	L'homme d'affaire, le challenger	
<b>Le texte « canonique »</b>	Le contrat social de Jean-Jacques Rousseau	« La politique tirée des propres paroles de l'écriture sainte », de Bossuet	Saint-Simon	Hobbes	La Cité de Dieu » de Saint Augustin	Adam Smith	

Une dispute ne porte donc pas seulement sur le fait de savoir qui va l'emporter, qui est le plus grand mais commence d'abord par le fait de savoir quelle cité est pertinente. On voit ainsi une ressource essentielle de l'épreuve en justification : lorsqu'une personne découvre que, dans une cité donnée, elle va perdre la dispute, elle peut tenter de « faire surgir » une autre cité, une autre logique argumentative. On peut revenir ici (on y reviendra encore) à un des aspects essentiels cités plus haut : les grandeurs ne sont pas des caractéristiques des personnes mais des caractéristiques de la situation. Les personnes peuvent se déplacer entre les cités, c'est-à-dire qu'elles sont supposées avoir la capacité de changer de logique argumentative en fonction des circonstances.

## Les règles de l'argumentation : l'architecture des cités

### L'axiomatique générale de l'argumentation qui caractérise la dispute en justice

L'idée de Boltanski est que, dans notre culture occidentale tout au moins (et en particulier, dans l'exemple de la France, qui reste leur référence majeure), toute forme d'argumentation n'est pas permise : toutes les cités obéissent à certaines règles communes. Ces règles communes sont les « axiomes » de l'épreuve de justification.

### Axiome 1 : Le principe de commune humanité

Ce premier principe suppose que les êtres humains ne sont pas des choses : ils ne peuvent être ni des esclaves, ni des sous-hommes. Tous les êtres humains partagent donc en commun le statut de personne

### Axiome 2 : deux états ordonnés.

Les cités doivent au moins comprendre deux états possibles des personnes et ces états doivent être hiérarchisés. En effet, si l'on définit la justice comme étant « à chacun son dû », il faut au moins une catégorie de personnes qui « mérite » et une autre « qui ne mérite pas ». Autrement, il n'y a plus de question de justice à se poser.

La logique argumentative des cités suppose que l'on met donc à chaque fois en présence des grands et des petits.

### Axiome 3 : le principe d'égale dignité.

Le statut, tel que le définit la sociologie classique est « la position qu'un individu occupe dans un groupe ou qu'un groupe occupe dans une société ». Il y a donc une notion de stabilité dans cette notion. Le statut est en quelque sorte « attaché » à une personne de manière plus ou moins permanente. La grandeur à l'inverse n'est attachée à une personne qu'à l'issue d'une épreuve. Elle est définie dans le cadre d'une situation donnée et dès qu'une nouvelle épreuve vient remettre en cause cette situation, la grandeur change.

L'idée fondamentale ici est que la logique argumentative des cités implique le droit de chaque personne à concourir pour la grandeur. Cela ne signifie pas que la grandeur de chacun change tout le temps mais chacun peut « retenter l'épreuve » mon montrer que sa grandeur s'est modifiée.

Ex : le salaire au rendement ou l'épreuve sportive (cité industrielle) : la grandeur est constamment remise en cause parce que les épreuves sont très vite renouvelées.

### Axiome 4 : la formule d'investissement.

Lorsqu'on les prend ensemble, l'axiome sur les « états ordonnés » et celui sur la « commune dignité » génèrent une indétermination : puisque les états ne sont pas des caractéristiques des personnes, comment savoir quand une personne est « grande » ou « petite » dans une cité donnée ? C'est la formule d'investissement qui vient résoudre la tension entre les deux principes. Être « grand » dans une cité implique toujours un « coût » : celui-ci est la renonciation à la grandeur dans les autres cités.

Exemple : un romancier de talent décide de brider son inspiration pour produire, en série des romans à succès. Pour obtenir la richesse (cité marchande) il devra renoncer, au moins en partie, à son authenticité et à sa créativité (cité inspirée).



L'axiome d'investissement (ou de « sacrifice », comme disent aussi les auteurs) permet donc de comprendre comment des personnes en concurrence vont être classées en plus ou moins grandes ou petites : à travers l'ampleur du sacrifice consenti dans les autres cités.

### Axiome 5 : le bien commun.

Le dernier axiome découle logiquement de tout ce que l'on a dit : le sacrifice dont il est question dans l'axiome précédent doit se faire en fonction d'un bien commun. Celui-ci concrétise donc ce que l'on a dit au paragraphe trois de la montée en généralité : le régime de la dispute en justice suppose que l'on argumente publiquement ses prétentions. Il faut donc les justifier par la référence à un bien commun. Ce qu'ajoute la logique des cités, c'est l'idée qu'il y a plusieurs formes du bien commun donc plusieurs façons de monter en généralité.

### Synthèse

La logique des cités, derrière sa complexité constitue donc simplement une grille empirique d'analyse des justifications publiques telles qu'on peut les repérer dans les divers domaines de la vie sociale contemporaine. Elle ne prétend pas à l'exhaustivité mais elle se voit générale : les modes de justification qui ne la respectent pas ont peu de chance d'établir l'accord et, dans ces situations, on retombe constamment dans la dispute.

Rien n'a encore été dit du monde des objets, jusqu'à présent. La construction des cités est comme le dit Boltanski, une métaphysique à deux niveaux qui comprend 1) des personnes et 2) des principes d'accord. Mais ce sont les objets qui servent de « référent extérieur », de point fixe, en quelque sorte autour desquels vont s'articuler les épreuves.

### Les mondes communs

En passant des cités aux mondes, Boltanski et Thévenot rappelle que la justification ne se déroule jamais dans le pur monde « éthéré » des idées. Elle se fait « en situation » et cette situation est définie non seulement par des personnes et des axiomes, mais par tout un univers d'objets de types très variés. Ces objets ne doivent pas nécessairement être « matériels », « physiques ». Par exemple, dans l'exemple du facteur, celui-ci peut invoquer le règlement de la poste pour justifier son refus de donner le recommandé. Ce règlement est un objet même s'il n'est pas physiquement présent. Bien entendu, si le facteur peut sortir le règlement de sa mallette et indiquer à l'usager le paragraphe concernant les recommandés, sa preuve devient beaucoup plus concrète.

Lorsque la Cité, comme argumentaire de justification publique, est « appareillée », « étayée » par toute une série **d'êtres** qui lui sont propres, Boltanski et Thévenot parlent alors de **mondes** : « *la référence à des choses qualifiées entraîne donc une extension du cadre de cohérence par lequel les cités se déploient dans des mondes communs* » (1991 : 165).

En simplifiant grandement, on peut schématiser que : « cité + objets = monde ».

Le monde des objets est donc indispensable pour « arrimer » ou pour « lester » les arguments de la justification publique, agencés en « cités ». C'est seulement



lorsque les cités s'incarnent dans ces « mondes communs » que les épreuves cessent d'être indéterminées.

## Retour sur l'épreuve et les personnes : le litige et le différend.

L'épreuve peut-être d'une double nature.

### Litige

Elle peut être un simple litige : chacun s'accorde sur le monde dans lequel on est, et sur les êtres qui sont pertinents. Dans le monde du sport (monde industriel), il y a des concurrents, des équipes, des arbitres, des clubs, des managers, le public, etc. Si les deux boxeurs restent dans cette variante du monde industriel qu'est le monde sportif, le vainqueur ne fait aucun doute. L'épreuve sert seulement à « clarifier » qui est le plus grand et le plus petit.

### Différend

Elle peut aussi être un différend : elle ne porte plus seulement sur la grandeur des personnes mais aussi sur le fait de savoir quel est le monde pertinent pour la situation envisagée. Dans ce cas, chacun fait appel à ses ressources pour « faire émerger » le monde qui lui paraît le plus favorable.

Dans le cas du différend, l'invocation d'un monde spécifique par chacun des protagonistes se fait par la mise en évidence des objets. Il y a de multiple issue possible à une même épreuve. La confrontation entre plusieurs mondes permet de montrer une caractéristique fondamentale des personnes : celles-ci ne sont pas attachées à un monde. Elles peuvent évoluer entre les mondes.

C'est ainsi qu'il faut interpréter l'axiome de commune humanité : les modes de justification ne sont pas des caractéristiques des personnes, ce sont des caractéristiques de la situation. Les personnes ont la possibilité de tenter de réinterpréter la situation de façon à faire apparaître un monde qui leur est plus favorable.

## Bibliographie

Luc Boltanski : L'amour et la justice comme compétence, Paris, Métailié, 1990.

Luc Boltanski et Laurent Thévenot : De la justification, Paris, Gallimard, 1991.

Luc Boltanski : La souffrance à distance, Paris, Métailié, 1993.

Luc Boltanski et Eve Chiapello : Le nouvel esprit du capitalisme, Paris, Gallimard, 1999.